

LOT

RESPONSABILITÉ CIVILE DES DIRIGEANTS

DISPOSITIONS GÉNÉRALES - CONDITIONS PARTICULIÈRES

Partie 1 : Prestations d'assurance

En complément et par dérogation éventuelle aux dispositions moins favorables des Conditions générales, conventions spéciales et en général de toutes les pièces émises par l'assureur, il est expressément convenu ce qui suit :

SOUSCRIPTEUR

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE ILLE ET VILAINE
représentée par son Président

ADRESSE

2 avenue de la Préfecture - CS 64204 - 35042 RENNES CEDEX

DATE ET HEURE D'EFFET

1^{er} janvier 2026 - 0h00

ÉCHEANCE ANNUELLE

01.01

FRACTIONNEMENT DE PAIEMENT

Annuel

DURÉE

6 ans avec possibilité de résiliation annuelle pour chacune des parties

PRÉAVIS

6 mois

INDICE DE RÉFÉRENCE UTILISÉ

L'indice de référence utilisé est déterminé par le titulaire et paraît au paragraphe 3 de l'acte d'engagement

Le présent document, produit par **riskomnium sas**[®], est protégé par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle et notamment celles des articles L. 111-1 et suivants.

Il est par conséquent interdit, sauf à commettre des actes de contrefaçon, de l'exploiter, de le divulguer à des tiers, de l'utiliser pour tout autre marché que celui constituant l'objet du contrat dont il découle, sans avoir obtenu préalablement l'accord de son propriétaire.

1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

SOMMAIRE

LE FONCTIONNEMENT DU CONTRAT

- FORMATION ET EFFET DU CONTRAT
- DURÉE DU CONTRAT
- MODIFICATION DU CONTRAT
- DROIT APPLICABLE AU CONTRAT

LES LIMITES TERRITORIALES DES GARANTIES

L'EXÉCUTION DU CONTRAT

- DÉCLARATION DU RISQUE
- ASSURANCES CUMULATIVES
- COTISATION
- INDEXATION DES GARANTIES ET DES FRANCHISES
- MODALITÉS DE PAIEMENT
- PRESCRIPTION

LA RÉSILIATION DU CONTRAT

- MODALITÉS DE RÉSILIATION
- RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSURÉ
- RÉSILIATION DU CONTRAT SUITE À REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE
- RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSUREUR
- RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSUREUR OU PAR L'ASSURÉ
- RÉSILIATION DE PLEIN DROIT

LES OBLIGATIONS EN CAS DE SINISTRES

- DÉCLARATION D'UN SINISTRE
- PROCÉDURE DE DÉCLARATION DE SINISTRES
- EXPERTISE
- DÉLAI DE RÈGLEMENT DE L'INDEMNITÉ
- AVANCE SUR INDEMNITÉ DE SINISTRE
- FRANCHISE PAR SINISTRE
- SUBROGATION

LES DISPOSITIONS DIVERSES

- COASSURANCE
- COMMUNICATION DES STATISTIQUES SINISTRES ANNUELLES

LES DÉFINITIONS DES TERMES DU CONTRAT

LES EXCLUSIONS GÉNÉRALES

LES GARANTIES DU CONTRAT

LE FONCTIONNEMENT DU CONTRAT

FORMATION ET EFFET DU CONTRAT

Le contrat est conclu dès sa signature par l'assureur et par le souscripteur.

Il prend effet aux date et heure indiquées en page une, ou, le cas échéant, à la date indiquée par l'assureur lors de la notification.

Les dispositions indiquées ci-dessus s'appliquent également, le cas échéant, pour les avenants au contrat.

DURÉE DU CONTRAT

Le contrat est conclu pour la durée prévue page 1 des présentes dispositions avec possibilité de résiliation annuelle. En effet, le souscripteur et l'assureur ont la possibilité d'y mettre fin à l'échéance annuelle par lettre recommandée en respectant le délai de préavis indiqué page 1 des présentes dispositions. Le délai commence à courir à compter de la date figurant sur le cachet de la poste.

MODIFICATION DU CONTRAT

Toute modification (adjonction ou suppression) au contrat d'assurance doit être constatée par avenant signé des parties. Cet avenant, selon la modification, peut engendrer un réajustement de la cotisation, soit à la hausse, soit à la baisse. Ce réajustement sera calculé au prorata temporis en fonction de la date d'effet de la modification et de la date d'échéance du contrat.

En tout état de cause, un avenant ne peut en aucun cas bouleverser l'économie du marché, ni en changer l'objet.

DROIT APPLICABLE AU CONTRAT

Le présent contrat est régi par le droit français, et notamment le Code des assurances, le Code de la commande publique.

LES LIMITES TERRITORIALES DES GARANTIES

Monde entier à l'exception des pays du Common Law.

L'EXÉCUTION DU CONTRAT

DÉCLARATION DU RISQUE

- **A la souscription** : L'assuré doit répondre exactement aux questions posées pour permettre à l'assureur d'apprécier le risque qu'il prend en charge.
- **En cours de contrat – aggravation du risque** : L'assuré doit déclarer à l'assureur, par lettre recommandée, dans un délai de 15 jours à partir du moment où il en a connaissance, les circonstances nouvelles qui ont pour conséquence, soit d'aggraver le risque, soit d'en créer de nouveaux et rendent de ce fait inexacts ou caduques les réponses faites à l'assureur lors de la souscription du contrat. L'assureur peut résilier le contrat ou proposer un nouveau tarif. Si l'assuré dans un délai de 30 jours n'a pas accepté les nouvelles conditions l'assureur peut résilier le contrat.
- **En cours de contrat – diminution du risque** : L'assuré doit, par lettre recommandée, déclarer à l'assureur, dans un délai de 15 jours, à partir du moment où il en a eu connaissance, la circonstance nouvelle qui entraîne une diminution de risque. Si l'assureur, dans un délai de 30 jours n'a pas communiqué le montant de réduction de la cotisation, l'assuré peut résilier le contrat.

Sanctions :

- **Réticence ou fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré** : nullité du contrat.
- **Fausse déclaration non intentionnelle** : L'omission ou la déclaration inexacte de la part de l'assuré dont la mauvaise foi n'est pas établie n'entraîne pas la nullité du contrat. Si elle est constatée avant tout sinistre, l'assureur, soit maintient le contrat moyennant une augmentation de prime acceptée par l'assuré, soit résilie le contrat. Si elle est constatée après un sinistre, l'indemnité est réduite en proportion du taux des cotisations payées par rapport à celles qui auraient été dues, si les risques avaient été complètement et exactement déclarés.

ASSURANCES CUMULATIVES

- **Déclaration** : Lorsqu'un assuré a souscrit plusieurs contrats d'assurance pour garantir le même risque, il doit immédiatement déclarer à chaque assureur, le nom des autres assureurs et les montants de garanties assurés.
- **Souscription de manière frauduleuse ou dolosive** : L'assureur peut demander la nullité du contrat et réclamer des dommages et intérêts.
- **Souscription sans fraude** : Quand elles sont contractées sans fraude, chacune d'elle produit ses effets dans les limites des garanties du contrat quelle que soit la date à laquelle l'assurance aura été souscrite, sachant que l'indemnité ne peut pas dépasser le montant de la valeur de la chose assurée au moment du sinistre. Dans ces limites, le bénéficiaire peut choisir l'assureur de son choix.

COTISATION

- **Cotisation** : La cotisation d'assurance est payable d'avance à l'échéance annuelle indiquée en page 1.
- **Cotisation de révision** : La cotisation de révision est calculée en fonction de la variation des éléments retenus et indiqués aux conditions particulières.
Une cotisation supplémentaire peut être demandée à l'assuré si les éléments de déclarations sont supérieurs à ceux indiqués dans les conditions particulières.
- **Modalités de règlement** : La cotisation est payable aux sièges sociaux des entreprises d'assurance, dans leurs directions, délégations et bureaux régionaux mais aussi chez leurs mandataires, agents généraux ou courtiers.
- **Indexation de la cotisation** :
La cotisation est modifiée au début de chaque période annuelle d'assurance, en tenant compte des éléments suivants :
 - l'évolution du risque constaté par avenant,
 - l'évolution entre l'indice de souscription et l'indice d'échéance,
 - le cas échéant, les résultats techniques du contrat,
 - le cas échéant, les conditions de réassurance de l'assureur.
 Cette disposition n'est pas applicable à la cotisation relative à la garantie des catastrophes naturelles qui est fixée par arrêté ministériel.
- **Non-paiement des cotisations** : L'assureur a le droit de résilier le contrat pour non-paiement des cotisations par lettre recommandée adressée au dernier domicile connu du souscripteur. L'assureur doit respecter la procédure ci-dessous :

jours	10 jours	30 jours	10
-------	----------	----------	----

Date échéance
Résiliation

Envoi lettre
Recommandée

Suspension
des garanties

Le contrat non résilié, reprend pour l'avenir ses effets, à midi, le lendemain du jour où ont été payées à l'assureur ou au mandataire désigné par lui à cet effet, la prime ou fraction de prime ayant fait l'objet de la mise en demeure et celles venues à échéance pendant la période de suspension ainsi que les frais de poursuites et de recouvrement.

- **Règlements administratifs - Comptabilité publique** : Les primes du contrat devant être payées selon les règlements administratifs en vigueur, les assureurs renoncent à suspendre ou à résilier le contrat si le retard de paiement est dû à la seule exécution des formalités administratives.

INDEXATION DES GARANTIES ET DES FRANCHISES

Les montants des garanties et des franchises évolueront à chaque échéance annuelle proportionnellement à la variation de l'indice de référence mentionné à l'acte d'engagement.

PRESCRIPTION

Conformément à l'article L.114-1 du Code des assurances, toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux (2) ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Par exception :

- les actions dérivant d'un contrat d'assurance relatives à des dommages résultant de mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse-réhydratation des sols, reconnus comme une catastrophe naturelle dans les conditions prévues à l'article L. 125-1, sont prescrites par cinq (5) ans à compter de l'événement qui y donne naissance.
- la prescription est portée à dix (10) ans dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé.

Toutefois, ce délai ne court :

- en cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;
- en cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

Conformément à l'article L. 114-2 du code des assurances, la prescription peut être interrompue par une des causes ordinaires d'interruption que sont :

- la demande en justice, même en référé, même portée devant une juridiction incompétente ou annulée par l'effet d'un vice de procédure (article 2241 du Code civil). L'interruption résultant de la demande en justice produit ses effets jusqu'à l'extinction de l'instance (article 2242 du Code civil). En revanche, l'interruption est non avenue si le demandeur se désiste de sa demande ou laisse périmer l'instance, ou si sa demande est définitivement rejetée (article 2243 du Code civil).
- une mesure conservatoire prise en application du Code des procédures civiles d'exécution ou un acte d'exécution forcée (article 2244 du Code civil).
- la reconnaissance par l'assureur du droit à garantie de l'assuré, ou la reconnaissance de dette de l'assuré envers l'assureur (article 2240 du Code civil).

Elle peut également être interrompue dans les cas ci-après :

- la désignation d'experts à la suite d'un sinistre ;
- l'envoi d'une lettre recommandée ou d'un envoi recommandé électronique, avec accusé de réception, adressés par l'assureur au souscripteur en ce qui concerne le paiement de la cotisation ou par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

LA RÉSILIATION DU CONTRAT

MODALITÉS DE RÉSILIATION

- **Par l'assureur** : Envoi d'une lettre recommandée à l'adresse indiquée aux conditions particulières du contrat. Le remboursement de la cotisation sera calculé au prorata temporis en fonction de la date d'effet de la résiliation et de la date d'échéance du contrat. Toutefois, en cas de non-paiement de la cotisation ou en cas de perte totale de la chose assurée résultant d'un événement garanti, la cotisation reste acquise à l'assureur.
- **Par l'assuré** : La notification de la résiliation peut être effectuée, au choix de l'assuré :
 - 1° Soit par lettre (le cachet de la poste faisant foi) ou tout autre support durable ;
 - 2° Soit par déclaration faite au siège social ou chez le représentant de l'assureur ;
 - 3° Soit par acte extrajudiciaire ;
 - 4° Soit, lorsque l'assureur propose la conclusion de contrat par un mode de communication à distance, par le même mode de communication ;
 - 5° Soit par tout autre moyen prévu par le contrat.Le destinataire confirme par écrit la réception de la notification.

RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSURÉ

- **Augmentation de tarif autre que légale ou contractuelle** : L'assuré doit adresser une lettre recommandée ou une déclaration contre récépissé au siège social ou chez un représentant de l'assureur dans les 30 jours suivant la réception de l'avis d'échéance. La résiliation prend effet un mois après notification à l'assureur.
- **Diminution du risque** : Si l'assureur n'accepte pas de diminuer le montant de la prime suite à une diminution du risque, l'assuré a la possibilité de résilier uniquement le contrat concerné. La résiliation est effective 30 jours après la dénonciation par lettre recommandée ou par déclaration contre récépissé au siège social ou chez son représentant.
- **Résiliation après sinistre** : Si le contrat prévoit pour l'assureur la faculté de résilier le contrat après sinistre, il doit également reconnaître à l'assuré le droit de résilier tous les autres contrats souscrits auprès du même assureur. La résiliation prend effet un mois à dater de la notification à l'assureur par lettre recommandée ou par déclaration contre récépissé au siège social ou chez son représentant.
- **Transfert de portefeuille de l'assureur** : L'assuré peut résilier son contrat dans le délai d'un mois suivant la date de publication au Journal Officiel de l'arrêté de transfert de portefeuille.

RÉSILIATION DU CONTRAT SUITE À REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

- **Lors de redressement ou de liquidation judiciaire** : Le contrat d'assurance n'est pas résilié automatiquement. Toutefois, l'administrateur ou le débiteur autorisé par le juge commissaire ou le liquidateur ainsi que l'assureur conservent le droit de résilier le contrat pendant un délai de 3 mois à compter de la date de jugement de redressement ou de liquidation judiciaire.

RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSUREUR

- **Non-paiement des cotisations** : Se reporter au paragraphe « COTISATION » des présentes dispositions.
- **Aggravation du risque** : En cours de contrat, l'assureur peut résilier le contrat par lettre recommandée, si le risque présente une aggravation telle que si les circonstances nouvelles avaient été déclarées à la souscription il n'aurait pas accepté la conclusion du contrat. La résiliation prendra effet 10 jours après notification à l'assuré.
- **Omission ou inexactitude non intentionnelle dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat** : Si elle est constatée avant tout sinistre, l'assureur a la possibilité de résilier le contrat dix jours après notification adressée au souscripteur par lettre recommandée.
- **Après sinistre** :
 - la résiliation de l'assureur prend effet un mois après notification à l'assuré.
 - Pour les collectivités soumises aux règles de la Comptabilité Publique, la résiliation interviendra qu'après le délai de 3 mois à compter de la notification à l'assuré par lettre recommandée

RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSUREUR OU PAR L'ASSURÉ

- **Modification ou cessation du risque** : Le contrat d'assurance peut être résilié par chacune des deux parties lorsqu'il a pour objet la garantie de risques en relation directe avec la situation antérieure et qui ne se retrouvent pas dans la situation nouvelle. La résiliation ne peut intervenir que dans les trois mois suivant la date de l'événement. Elle prend effet un mois après notification par lettre recommandée à l'autre partie.
- **Transfert de propriété d'un véhicule à moteur ou d'un bateau de plaisance** : Le contrat est suspendu de plein droit le lendemain à 0 h du jour du transfert de propriété. Il peut être alors résilié par l'assuré et l'assureur 10 jours après notification à l'autre partie.
- **Transfert de propriété d'un bien autre qu'un véhicule à moteur ou un bateau de plaisance** : En cas d'aliénation de la chose assurée, l'assurance continue de plein droit au profit de l'héritier ou de l'acquéreur, à charge pour lui d'exécuter toutes les obligations dont l'assuré était tenu vis-à-vis de l'assureur en vertu du contrat. Toutefois, il est loisible soit à l'assureur, soit à l'héritier ou à l'acquéreur de résilier le contrat. L'assureur peut résilier dans un délai de trois mois à partir du jour où l'attributaire définitif des objets assurés a demandé le transfert de la police à son nom. La résiliation prend effet 10 jours à compter de la date d'envoi de la lettre de résiliation.
- **Echéance annuelle** : Se reporter au paragraphe « DUREE DU CONTRAT » des présentes dispositions.

RÉSILIATION DU CONTRAT DE PLEIN DROIT

- **Perte totale du bien assuré résultant d'un événement non prévu au contrat** : La résiliation prend effet à la date de la perte.
- **Réquisition de la propriété du bien assuré selon les conditions prévues par la législation en vigueur** : Le contrat est résilié à la date de dépossession du bien.
- **Retrait total de l'agrément ou liquidation judiciaire de l'assureur** : La résiliation prend effet quarante jours à compter de la publication au journal officiel du retrait d'agrément.

LES OBLIGATIONS EN CAS DE SINISTRE

DÉCLARATION D'UN SINISTRE

- **Déclaration** : L'assuré s'engage à déclarer à l'assureur, dès qu'il en a eu connaissance, tout sinistre de nature à entraîner la garantie de l'assureur et au plus tard :
 - Dans les 2 jours ouvrés en cas de vol,
 - Dans les 30 jours suivant la publication de l'arrêté interministériel constatant la catastrophe naturelle,
 - Au plus tard dans les 5 jours ouvrés pour tout autre sinistre de nature à entraîner la garantie de l'assureur.
- **Déclaration tardive** : **La déchéance de garantie pour déclaration tardive au regard des délais ci-dessus ne peut être opposée à l'assuré que si l'assureur établit que le retard dans la déclaration lui a causé un préjudice. Elle ne peut être opposée à l'assuré dans tous les cas où le retard est dû à un cas fortuit ou de force majeure.**

PROCÉDURE DE DÉCLARATION DE SINISTRES

- L'assuré doit indiquer à l'assureur la date, le lieu, les circonstances du sinistre, sa nature, ses causes et conséquences connues ou présumées, le montant approximatif des dommages,
- L'assuré doit fournir à l'assureur, dans un délai de 30 jours, un état estimatif détaillé des biens endommagés, détruits, volés et sauvés, certifié sincère et signé,
- L'assuré doit transmettre à l'assureur, dès réception, tous avis, lettres, convocations, assignations ou citations, actes extrajudiciaires ou pièces de procédure concernant le sinistre qui lui sont adressés, remis ou signifiés tant personnellement qu'à ses préposés,
- L'assuré doit prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter l'importance du sinistre et sauvegarder les objets assurés,
- L'assuré doit communiquer à l'assureur tous les documents nécessaires à l'expertise,
- L'assuré doit indiquer à l'assureur l'endroit où les dommages peuvent être constatés et ne procéder à aucune réparation avant le passage de l'expert.
- **Procédure en cas de vol** : Aviser immédiatement les autorités locales de police, déposer une plainte au Parquet et aviser l'assureur dans les huit jours en cas de récupération des biens.
- **Exagération des pertes** : **L'assuré sera déchu de tout droit à indemnité dans les cas suivants :**
 - Exagération volontaire du montant des dommages,
 - L'assuré prétend détruits ou disparus des biens n'existant pas,
 - Dissimulation des biens assurés,
 - Falsification des justificatifs,
 - Fausses déclarations intentionnelles sur la nature, les causes, les circonstances ou les conséquences d'un sinistre.

EXPERTISE

- **Evaluation de gré à gré** : Le montant des dommages est évalué de gré à gré. L'assuré et l'assureur s'entendent sur l'estimation des pertes et sur l'indemnisation qui en résulte. En cas d'échec, les dommages sont estimés par une expertise amiable contradictoire.
- **Expertise amiable contradictoire** : Chacune des parties choisit un expert. En cas de désaccord, ils s'adjoignent un troisième expert. Les trois experts opèrent en commun et à la majorité des voix. L'assureur et l'assuré paient les frais et honoraires de leur propre expert et s'il y a lieu la moitié des honoraires du troisième expert.

DÉLAI DE RÈGLEMENT DE L'INDEMNITÉ

- **Tous sinistres autres que catastrophe naturelle** : Le paiement de l'indemnité est versé dans un délai 30 jours à compter de la date d'accord entre l'assuré et l'assureur ou de la décision judiciaire devenue exécutoire.
- **Sinistre catastrophe naturelle** : Le délai d'indemnisation est de 3 mois à compter de la date de remise de l'état estimatif des biens endommagés ou des pertes subies ou de la date de la publication de l'arrêté si elle est postérieure.

AVANCE SUR INDEMNITÉ DE SINISTRE

Pour tout sinistre garanti, l'assureur s'engage à mandater un expert dans un délai maximum de 15 jours après réception de l'avis de sinistre. Les experts devront rédiger un rapport dans un délai de 60 jours fixant l'indemnité provisoire à compter de la réception de l'état définitif des pertes. L'assureur versera alors un acompte prévisionnel de 50 % de cette indemnité dans un délai de 30 jours. Tout dépassement de ces délais entraînera des intérêts de retard calculés par jour calendaire aux taux fixés par la Banque de France.

FRANCHISE PAR SINISTRE

Les dommages frappant simultanément plusieurs biens et ayant la même origine constituent un seul et même sinistre. Les franchises prévues aux Conditions particulières s'entendent alors par événement générateur quel que soit la localisation ou le nombre de biens affectés par ce même sinistre.

SUBROGATION

L'assureur est subrogé, jusqu'à concurrence de l'indemnité payée par lui, dans les droits et actions de l'assuré contre tous responsables du sinistre.

Si la subrogation ne peut plus s'opérer en faveur de l'assureur du fait de l'assuré, alors la garantie cesse d'être engagée dans la mesure où aurait pu s'engager cette subrogation.

L'assureur peut renoncer à exercer son recours contre un éventuel responsable. Mais, si le responsable est assuré, l'assureur pourra exercer son recours, contre l'assureur du responsable, dans la limite de cette assurance.

LES DISPOSITIONS DIVERSES

COASSURANCE

Si le contrat est souscrit en coassurance, en cas de retrait d'un des coassureurs, les autres coassureurs s'engagent à se répartir la quote-part proportionnellement à leur engagement.

COMMUNICATION DES STATISTIQUES SINISTRES ANNUELLES

Les statistiques sinistres annuelles seront transmises à l'assuré par l'assureur ou son intermédiaire dans le délai de 6 mois suivant chaque échéance annuelle du contrat.

Elles indiqueront obligatoirement :

- le coût total des sinistres réglés par l'assureur,
- le montant de la franchise,
- le coût des honoraires d'experts,
- le montant des recours exercés par l'assureur auprès de tiers responsables.

LITIGES

Préalablement à tout recours juridictionnel, en cas de litige non résolu entre l'assuré et l'assureur, le Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges pourra être saisi, soit par le représentant légal de l'assuré, soit par l'assureur.

DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER

L'unité de compte du marché est l'euro.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance relative à ce contrat doivent être rédigés par écrit, en caractères apparents, en français.

Il est demandé au candidat de fournir l'agrément l'autorisant à exercer en France. Ces preuves doivent être fournies en photocopies accompagnées d'une traduction garantie réelle et conforme.

LES DÉFINITIONS DES TERMES DU CONTRAT

ANNÉE D'ASSURANCE

Période comprise entre deux échéances annuelles consécutives. Si la date d'échéance annuelle ne coïncide pas avec la date anniversaire de la date d'effet du contrat, la première année d'assurance est la période comprise entre la date d'effet du contrat et la date d'échéance annuelle suivante.

ASSUREUR

L'assureur auprès duquel a été souscrit le présent contrat.

ATTEINTE À L'ENVIRONNEMENT

L'atteinte à l'environnement s'entend comme étant :

- L'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée par l'atmosphère, le sol ou les eaux,
- La production d'odeurs, bruits, vibrations, variations de température, ondes radiations, rayonnements excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage.

ATTEINTE À LA REPUTATION

La diffamation, l'injure, ou la divulgation illégale de la vie privée de l'assuré à l'aide d'un écrit, d'une image ou d'une vidéo. En cas d'atteinte à l'e-réputation de l'assuré, l'écrit, l'image ou la vidéo doivent être publiés sur un blog, un forum de discussion, un réseau social, un site web.

La diffamation consiste en une allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne auquel le fait est imputé.

L'injure correspond à une expression outrageante, terme de mépris ou invective, se distinguant de la diffamation en ce qu'elle ne renferme l'imputation d'aucun fait.

La divulgation illégale de la vie privée peut notamment porter sur la vie sentimentale, la santé et le droit à l'image de l'assuré.

AVENANT

Document constatant une modification du contrat.

CONSÉQUENCES PÉCUNIAIRES

Toute indemnisation due par tout assuré ou par le souscripteur en vertu d'une décision judiciaire, administrative, ou d'une procédure arbitrale ou transaction amiable préalablement approuvée par l'assureur pour réparer un dommage résultant d'un sinistre garanti au titre du présent contrat.

Les dommages et intérêts, y compris le montant de l'insuffisance d'actif susceptible d'être mis à la charge des assurés par une juridiction civile dans le cadre de l'action en responsabilité prévue par l'article L 651-2 du Code de commerce, ou par toute autre disposition équivalente en application de la législation ou de la réglementation à l'étranger.

Les dépens et les frais irrépétibles de l'instance.

DIRIGEANT DE DROIT

Toute personne physique, régulièrement investie dans ses fonctions de dirigeant de droit au regard de la loi et/ou des statuts, ainsi que tout collaborateur s'il est mis en cause avec un dirigeant dans le cadre d'une réclamation.

DIRIGEANT DE FAIT

Les dirigeants de fait sont ceux qui, au mépris des règles de représentation légale de l'organisation, et sans avoir été investis ni par la loi ni par les statuts pour le faire, s'immiscent dans sa gestion en intervenant en lieu et place des représentants légaux.

La jurisprudence définit la direction de fait par « l'exercice en toute indépendance d'une activité positive, de direction et de gestion d'une société ».

DOMMAGE CORPOREL

Toute atteinte à l'intégrité physique subie par une personne.

DOMMAGE IMMATÉRIEL

Tout préjudice pécuniaire résultant, de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien meuble ou immeuble, de la perte d'un bénéfice.

Les dommages immatériels peuvent être :

- **consécutifs** à un dommage corporel ou matériel garanti par le présent contrat ;
- **non consécutifs** à un dommage corporel ou matériel garantis par le présent contrat, c'est-à-dire
 - consécutifs à un dommage corporel ou matériel non garanti par le présent contrat,
 - non consécutifs à un quelconque dommage corporel ou matériel.

DOMMAGE MATÉRIEL

Toute détérioration, destruction ou disparition subie par une chose ou toute atteinte à l'intégrité physique subie par un animal domestique.

ÉCHEANCE ANNUELLE

Date à laquelle l'assuré s'est engagé à régler sa cotisation.

ENQUÊTE

- Tout contrôle, instruction, enquête, investigation, audition, perquisition, recueil d'information, poursuite ou procédure judiciaire, arbitrale, civile, pénale ou administrative diligentée par une autorité de contrôle à l'encontre de tout assuré personne physique en lien avec le fonctionnement et/ou l'exercice de l'activité du souscripteur et susceptible de donner lieu à une réclamation.
- Toute enquête interne diligentée par le souscripteur à l'encontre d'un dirigeant, en vue de prévenir la survenance d'un sinistre ou d'en limiter l'impact.

FAIT DOMMAGEABLE

Tout fait, acte ou événement à l'origine des dommages subis par la victime. Le fait dommageable est la cause génératrice du dommage.

Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique.

FAUTE

Toute erreur de fait ou de droit, faute de gestion commise par imprudence, négligence, omission ou déclaration inexacte, toute violation des obligations législatives, réglementaires ou statutaires, que les faits soient établis ou allégués.

La faute est constitutive d'un fait dommageable.

FAUTE LIÉE À L'EMPLOI

Toute violation réelle ou alléguée de la réglementation applicable au droit du travail ou de toute autre disposition légale relative à l'emploi ou l'embauche, tel que, et sans que cette liste soit exhaustive :

- le licenciement considéré comme abusif ou sans cause réelle et sérieuse ;
- la rupture abusive du contrat de travail ;
- le non-respect d'une promesse d'embauche ;
- la privation abusive d'opportunité de carrière ;
- le harcèlement moral ou sexuel ;
- la discrimination ;
- l'atteinte à la vie privée ;
- le refus de promotion ou de titularisation considéré comme abusif ;
- la rétrogradation ou toute autre sanction disciplinaire considérée comme abusive ;
- le non-respect des droits acquis individuellement ou solidairement ;
- l'entrave au bon fonctionnement des institutions représentatives du personnel.

FILIALE

Toute personne morale, quelle que soit sa forme juridique, dans laquelle le souscripteur :

- détient directement ou indirectement plus de 50% du capital ou des droits de vote ; ou
- a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des dirigeants ; ou
- a le pouvoir d'exercer une influence dominante conformément à une convention écrite régulièrement établie avec toute autre société ou groupement.

FRANCHISE

Partie des dommages restant toujours à la charge de l'assuré.

INDICE

Valeur de référence destinée à actualiser les garanties, les franchises et la cotisation du contrat.

LITIGE

L'opposition d'intérêts, le désaccord ou le refus opposé à toute demande dont l'assuré est l'auteur ou le destinataire, le conduisant à faire valoir ses prétentions dans le cadre de toute procédure amiable ou judiciaire, en demande comme en défense.

PARTICIPATION

Toute entité juridique autre qu'une filiale dont la société souscriptrice détient directement ou indirectement une partie du capital.

PRÉJUDICE ÉCOLOGIQUE

Atteinte non négligeable aux éléments ou aux fonctions des écosystèmes ou aux bénéfices collectifs tirés par l'homme de l'environnement.

RÉCLAMATION

- toute demande amiable formulée par écrit visant à mettre en cause la responsabilité pour faute d'un ou plusieurs assurés ;
- toute procédure contentieuse introduite devant une juridiction administrative, arbitrale, civile, ou pénale, visant à mettre en cause la responsabilité d'un ou plusieurs assurés et fondée sur une faute ; ou
- toute enquête ouverte à l'encontre d'un assuré personne physique.

SINISTRE

Toute réclamation amiable ou judiciaire formulée contre l'assuré par un tiers pendant la période de validité du contrat, et garantie par le contrat.

Il est convenu que l'ensemble des réclamations, même si elles s'échelonnent dans le temps, dès lors qu'elles se rattachent à des dommages résultant d'un même fait générateur ou d'une même cause technique initiale, constituera un seul et même sinistre dont la date sera celle correspondant à la première réclamation.

SOUSCRIPTEUR

Le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice qui a conclu le contrat.

LES EXCLUSIONS GÉNÉRALES

En complément des exclusions prévues dans les définitions, ne sont jamais garantis :

FAUTE INTENTIONNELLE

Les pertes et dommages provenant d'une faute intentionnelle ou dolosive de l'assuré.

PASSÉ CONNU

- tout fait dommageable connu des assurées ou du souscripteur à la date d'effet du contrat ou à la date d'effet d'une garantie lorsque celle-ci a pris effet ultérieurement ;
- toute enquête, mise en cause ou une procédure amiable, judiciaire, administrative, civile, pénale ou arbitrale menée à l'encontre du souscripteur, d'une de ses filiales, une participation ou d'une personne assurée, et qui est en cours ou antérieure à la date d'effet du présent contrat ;

DOMMAGES CORPORELS OU MATÉRIELS

Les réclamations fondées sur ou trouvant leur origine dans toute demande en réparation d'un dommage corporel, matériel ou d'un dommage immatériel.

Cette exclusion ne s'applique pas :

- à la réparation d'un préjudice résultant de toute faute liée à l'emploi.
- à une réclamation liée au non-respect des obligations en matière de sécurité au travail.

AMENDES, TAXES ET PÉNALITÉS

- tout impôt, taxe et redevance.
- toute astreinte, amende et pénalité civile ou pénale.
- toute sanction administrative.

FAUTE NON SÉPARABLE DES FONCTIONS

Les réclamations, y compris conjointes, relatives à la garantie faute non séparable :

- fondées sur ou trouvant leur origine dans toute faute liée à l'emploi.
- relevant de la responsabilité civile du souscripteur, d'une filiale et/ou d'une participation, susceptibles d'être recherchée au titre des activités professionnelles.
- les conséquences d'actes de concurrence déloyale, de publicité mensongère, de divulgation d'informations confidentielles ou de secrets professionnels, de contrefaçon, l'exploitation abusive d'une licence ou d'un brevet ou toute autre atteinte aux droits d'auteur, de la propriété littéraire, artistique et industrielle auxquelles le souscripteur ou une de ses filiales seraient tenus responsables.

LES GARANTIES DU CONTRAT

PERSONNES PHYSIQUES

RESPONSABILITÉ GÉNÉRALE

Le contrat a pour objet de garantir l'assuré contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile personnelle, individuelle ou solidaire, en raison de fautes commises, ou prétendument commises, dans l'exercice de ses fonctions de dirigeant.

FRAIS DE DÉFENSE

L'assureur prend en charge ou rembourse les frais et honoraires, raisonnablement exposés, pour la défense de l'assuré. Les frais comprennent : les frais de procédure, les frais de comparution, les frais d'expertise.

Devant les juridictions civiles :

Sont pris en charge les frais de défense engagés devant toutes juridictions civiles ou en cas de recours à une procédure d'arbitrage.

Ces frais de défense sont garantis y compris dans le cadre d'une action civile exercée devant les juridictions pénales.

Devant les juridictions pénales :

Sont pris en charge les frais de défense engagés dans le cadre :

- d'enquêtes pénales menées par un officier de police judiciaire (ou toute procédure et/ou autorité équivalentes à l'étranger), qu'il s'agisse :
 - des frais de consultation d'un avocat préalable à une audition de quelle que nature que ce soit, même en tant que simple témoin, ou ;
 - d'une assistance au cours de l'audition lorsque la présence d'un avocat est autorisée dans le cadre d'une audition libre ou d'une procédure de garde à vue, dès la première heure (ou toute procédure équivalente à l'étranger).
- d'une information judiciaire ou poursuite devant une juridiction pénale menée en raison d'une faute, qu'il s'agisse d'un interrogatoire de première comparution ou de la mise en examen de l'assuré devant le juge d'instruction ; d'une audition en qualité de témoin assisté au sens de l'article 113-1 du code de procédure pénale ; ou de toutes autres mesures d'instruction diligentées par un juge d'instruction.

Devant les juridictions administratives :

Sont pris en charge les frais de défense exposés dans le cadre d'enquête ou poursuite à l'encontre d'un assuré devant une juridiction administrative, une autorité publique dotée d'un pouvoir de réglementation, d'enquête ou de sanction à l'encontre du souscripteur, d'une filiale ou des assurés.

FAUTES LIÉES À L'EMPLOI

Les garanties sont étendues à la prise en charge des frais de défense et des conséquences pécuniaires consécutifs aux réclamations introduites à l'encontre d'un assuré engageant ou susceptible d'engager sa responsabilité et fondées sur une réclamation résultant d'une faute liée à l'emploi.

OBLIGATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Les garanties sont étendues à la prise en charge des frais de défense consécutifs aux réclamations introduites à l'encontre d'un assuré et fondées sur :

- la violation d'une règle d'hygiène et de sécurité au travail,
- et/ou - un homicide involontaire,
- et/ou - l'article 121-3 du code pénal.

ATTEINTES À L'ENVIRONNEMENT

Les garanties sont étendues à la prise en charge des frais de défense et des conséquences pécuniaires consécutifs aux réclamations introduites à l'encontre d'un assuré engageant ou susceptible d'engager sa responsabilité et fondées sur un manquement à la réglementation application en matière environnementale.

PRIVATION D'ACTIF

L'assureur prend en charge ou rembourse les dépenses courantes de l'assuré, suite à toute mesure temporaire ou définitive de privation de ses actifs personnels résultant d'une saisie, d'une confiscation, d'une mise sous séquestre ou d'un gel de leurs droits de propriété, ordonnée par toute juridiction civile ou pénale ou toute autorité administrative dans le cadre d'une réclamation introduite à leur encontre pendant la période d'assurance ou la période subséquente.

La prise en charge ou le remboursement de ces dépenses intervient sous réserve que le montant de l'allocation attribué par la juridiction ou par l'autorité administrative ayant ordonné la mesure de privation d'actifs soit épuisé ou insuffisant et que les assurés n'aient pas d'autres moyens de subvenir à leurs dépenses courantes.

Les dépenses courantes s'entendent par les frais domestiques que les assurés continuent d'assumer après toute mesure de privation de leurs actifs personnels. Il s'agit notamment :

- des frais de scolarité des enfants à charge,
- des loyers ou aux échéances mensuelles de prêt pour la résidence principale,
- des montants des consommations mensuelles d'eau, de gaz, d'électricité, de forfait ou abonnement téléphoniques et Internet,
- aux cotisations mensuelles d'assurances relatives à la seule résidence principale et des assurances obligatoires.

Les dépenses courantes sont prises en charge ou remboursées pour une durée maximum de 12 mois.

ASSISTANCE PSYCHOLOGIQUE

L'assureur prend en charge ou rembourse les frais de consultation d'un psychologue ou d'un médecin engagé par l'assuré nécessaires au soutien et à l'assistance psychologique des assurés, de leur conjoints, concubins et enfants.

FRAIS DE GESTION DE CRISE

L'assureur prend en charge ou rembourse les frais et dépenses raisonnables et nécessaires engagés par un assuré auprès d'un cabinet de conseil en relations publiques, cabinet de gestion de crise ou cabinet d'avocat afin de prévenir ou limiter les conséquences négatives anticipées d'une réclamation ou d'une enquête.

FRAIS DE RECONSTITUTION D'IMAGE

L'assureur prend en charge ou rembourse les frais et dépenses raisonnables et nécessaires engagés par un assuré auprès d'un cabinet de conseil en relations publiques, cabinet de gestion de crise ou cabinet d'avocat afin d'assurer la diffusion et la communication de toute décision de justice définitive favorable à l'assuré.

EXAMEN DE LA SITUATION FISCALE PERSONNELLE DES DIRIGEANTS

Lorsqu'à la suite d'un contrôle fiscal du souscripteur ou d'une de ses Filiales, un dirigeant fait l'objet d'un examen de sa situation fiscale personnelle, l'assureur prend en charge ou rembourse les honoraires et frais de tout avocat et/ou expert-comptable pour la préparation et la présentation aux autorités compétentes du dossier du dirigeant.

PERSONNES MORALES

FRAIS DE DÉFENSE

Les garanties sont étendues à la prise en charge des frais de défense et des conséquences pécuniaires consécutifs aux réclamations introduites à l'encontre d'un assuré, garantie au titre du présent contrat, et supportés par le souscripteur ou une filiale en lieu et place des personnes assurées lorsque la loi le permet.

Sont également pris en charge les frais relatifs à toute enquête, pris en charge par le souscripteur ou une filiale pour le compte des personnes assurées lorsque la loi le permet.

SOUSCRIPTEUR DIRIGEANT DE DROIT DE SES FILIALES OU PARTICIPATIONS

Les garanties sont étendues à la prise en charge des frais de défense et des conséquences pécuniaires consécutifs aux réclamations introduites à l'encontre du souscripteur en sa qualité de dirigeant de droit d'une filiale ou d'une participation.

FAUTE NON SÉPARABLE DES FONCTIONS

Les garanties sont étendues à la prise en charge des frais de défense et des conséquences pécuniaires consécutifs aux réclamations introduites à l'encontre du souscripteur engageant ou susceptible d'engager sa responsabilité et fondée sur une faute commise par les dirigeants au titre de leurs fonctions.

La présente garantie s'applique :

- à toute réclamation introduite exclusivement à l'encontre du souscripteur, lorsque cette réclamation est fondée sur les mêmes faits que ceux invoqués lors d'une précédente réclamation introduite à l'encontre des dirigeants, et que ceux-ci ont été exonérés de leur responsabilité au motif que leur faute a été jugée comme étant une faute non séparable de leurs fonctions par une juridiction dont la décision a autorité de chose jugée ;
- à toute réclamation conjointe ayant fait l'objet d'une décision ayant autorité de chose jugée rendue par une juridiction et reconnaissant la seule responsabilité du souscripteur au motif que la faute des dirigeants est une faute non séparable de leurs fonctions.

FRAIS DE PRÉVENTION DES ENTREPRISES

Les garanties sont étendues à la prise en charge au bénéfice du souscripteur ou de ses filiales immatriculées en France des :

- frais et dépenses engagés pendant l'année d'assurance dans le cadre de toute procédure de conciliation ou de nomination d'un mandataire ad hoc visée aux articles L.611-3 et L.611-4 et suivants du code de commerce.
Cette garantie comprend les rémunérations d'un médiateur, d'un mandataire ad hoc, d'un conciliateur ou, le cas échéant de tout expert désigné par le président du tribunal judiciaire.
- frais et dépenses arrêtés par ordonnance du président du tribunal ou par jugement du tribunal ou visés par un acte du greffe, dont les frais de requête ou d'homologation. Ils ne sont pas soumis à notre autorisation préalable en vue de leur prise en charge.
- honoraires d'avocats et/ou d'experts-comptables non-salariés du souscripteur ou de ses filiales exposés à l'occasion de la procédure de conciliation ou de nomination d'un mandataire ad hoc. Ils seront pris en charge après notre accord écrit.
- les frais et honoraires, préalablement autorisés par écrit par l'assureur, de tout expert mandaté par le souscripteur ou une de ses filiales, s'il n'est pas en cessation des paiements, pour accomplir une mission en lien direct avec la survenance, pendant l'année d'assurance, d'une procédure d'alerte à l'initiative :
 - du commissaire aux comptes du souscripteur ou d'une de ses filiales (articles L.234-1 et suivants du Code de commerce),
 - des associés ou des actionnaires du souscripteur ou d'une de ses filiales (articles L.223-36 et L.225-232 du Code de commerce),
 - du comité social et économique du souscripteur ou d'une de ses filiales (article L.234-3 du Code de commerce),
 - du président du tribunal de commerce (article L.611-2 du Code de commerce) convoquant les dirigeants du souscripteur ou d'une de ses filiales.

FRAIS DE GESTION DE CRISE

L'assureur prend en charge ou rembourse les frais et dépenses raisonnables et nécessaires engagés par un assuré auprès d'un cabinet de conseil en relations publiques, cabinet de gestion de crise ou cabinet d'avocat afin de prévenir ou limiter les conséquences négatives anticipées d'une réclamation ou d'une enquête.

2 - CONDITIONS PARTICULIÈRES

ASSURÉ

- Les dirigeants passés, présents ou futurs, quel que soit leur statut.
- Les conjoints, les héritiers, les légataires, les représentants légaux ou les ayants droits d'un assuré décédé, frappé d'incapacité juridique, déclaré en faillite personnelle faisant l'objet d'une réclamation par suite d'une faute mettant en cause les assurés.

ACTIVITÉS DU SOUSCRIPTEUR

Toutes activités d'une Chambre de Commerce et d'Industrie et de ses services, et en général toutes activités connexes et annexes de toutes natures. (Voir annexe – activités principales en 2024, à titre indicatif).

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ASSURÉ

BILANS COMPTABLES, COMPTE DE RÉSULTAT

Il est joint, en annexes, les bilans et comptes de résultat des deux dernières années.

FORME JURIDIQUE

ÉTABLISSEMENT PUBLIC ADMINISTRATIF

DATE DE CRÉATION

12/12/2016

OBJET DU CONTRAT

Sous réserve des exclusions figurant au présent document, le contrat garantit les assurés contre toutes les conséquences pécuniaires résultant des réclamations qui leur sont faites sur le fondement de la responsabilité civile et imputable à une faute réelle ou alléguée commise en leur qualité de dirigeants.

Sont garantis, par ailleurs, les frais de défense exposés par l'assuré pour sa défense civile (judiciaire, amiable ou arbitrale) et/ou sa défense pénale, dans le cadre de la mise en œuvre des garanties du contrat ou dès lors qu'il est mis en cause dans le cadre de ses fonctions de dirigeant.

PÉRIODE DE GARANTIE

Les dispositions du contrat font référence à l'article L124-5 du Code des assurances (L. n°2003-706, 1^{er} août 2003, art. 80-II).

La garantie du contrat est déclenchée par la réclamation et couvre l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionnée par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été re-souscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable. L'assureur ne couvre pas l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de souscription de la garantie ».

Le délai subséquent des garanties déclenchées par la réclamation est fixé à 5 ans après la résiliation ou la cessation des garanties du contrat.

LES DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

AVANCE DES FRAIS DE DÉFENSE

L'assureur avance tous les frais de défense à l'assuré dans la limite du montant de garanties avant l'issue définitive de la réclamation.

Les frais de défense réglés par l'assureur lui seront remboursés par l'assuré au seul cas où il est démontré par l'assureur ou par toute décision de justice définitive que la réclamation n'est pas couverte par la présente garantie.

PLAIDER COUPABLE

Si l'assuré accepte de reconnaître sa culpabilité dans le cadre d'une procédure de « plaider coupable », le contrat prend en charge le remboursement des frais de défense correspondant aux diligences effectuées pour mener les négociations avec les autorités judiciaires ainsi que les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile de l'assuré dès lors que ces sommes correspondent à un sinistre garanti qui aurait été pris en charge par l'assureur même en l'absence de cette reconnaissance de responsabilité.

LIMITATIONS DE GARANTIES

Les garanties accordées à l'assuré sont limitées dans les conditions suivantes, par période d'assurance :

LIMITATION CONTRACTUELLE D'INDEMNITÉ (LCI non indexée)	Montants des garanties
Solution de base	1.000.000 €
Variante 1	3.000.000 €

Dont les sous-limites suivantes :	
PERSONNES PHYSIQUES	
Atteintes à l'environnement	50.000 € par année d'assurance
Privation d'actifs	50 000 € par dirigeant dans la limite de 150 000 € par année d'assurance
Assistance psychologique	50.000 € par année d'assurance
Frais de gestion de crise	50.000 € par année d'assurance
Frais de reconstitution d'image	50.000 € par année d'assurance
Examen de la situation fiscale personnelle des dirigeants	15.000 € par année d'assurance
PERSONNES MORALES	
Faute non séparable des fonctions	50% de la LCI
Frais de prévention des entreprises	50.000 € par année d'assurance
Frais de gestion de crise	50.000 € par année d'assurance

MONTANT DES FRANCHISES

Franchise Générale	Néant
--------------------	-------

DISPOSITIONS DIVERSES

PRÉAVIS DE RÉSILIATION

Par dérogation à toutes dispositions contraires des Dispositions générales, il est convenu que tous les cas de résiliation du contrat, par l'assureur ou par l'assuré, sont assortis d'un délai de préavis de 6 mois.

ANTÉCÉDENTS

MOTIF DU RENOUVELLEMENT DU MARCHÉ

Fin de période.

ANTÉCÉDENTS D'ASSURANCE

L'assuré déclare ne pas avoir fait l'objet, depuis 3 ans, d'une résiliation pour sinistre, défaut de paiement ou fausse déclaration, d'un contrat garantissant tout ou partie des mêmes risques.

ASSUREUR

AXA

FRANCHISES ACTUELLES

Néant.

ANTÉCÉDENTS SINISTRES

Voir annexe.

ANNEXES

STATISTIQUES SINISTRES

BILAN ET COMPTE DE RÉSULTATS DES DEUX DERNIERS EXERCICES
